ce sont de modestes ouvriers qui n'ont que leur courage et leurs deux bras.

Dans de telles conditions, que faire? Il faut emprunter. Mais pour emprunter, il faut produire des garanties. Or, isolément, aucun de ces colons ne peut produire ces garanties. Chacun n'a que son lot de cent acres—et, financièrement, on ne s'amuse pas à de pareilles bagatelles: pour trente piastres, on achète un lot semblable dans n'importe quelle région de la Province.

Maintenant, accordez une charte d'incorporation municipale à ces colons après les avoir unifiés en paroisse, et de suite, ces sans-le-sou d'hier sont en mesure d'emprunter des milliers de dollars. Ils ont dorénavant une garantie: c'est le bill provincial qui les incorpore en municipalité constitutionnelle. Avec une telle charte, on peut s'aboucher avec les capitalistes et ceux-ci, qui prêtent de l'argent pour faire de l'argent, tiennent trop à faire des placements de toute sécurité pour ne pas apprécier la solidité des hypothèques qui reposent sur un semblable document: ils prêteront donc plus volontiers \$10,000 à 3, 4 ou 5 pour cent sur cette charte d'incorporation qu'ils ne risqueraient d'avancer \$200 à 40, 50 ou 60 pour cent sur tous les billets de location de tous les colons de la province de Québec. Et pourquoi? Parce que *business is business*. On prête aux municipalités parce que c'est une *business*; on ne prête pas à ceux qui ne peuvent pas justifier une première hypothèque de cinq piastres parce que ce n'est pas une *business*....

Le recours à la municipalisation des groupes coloniaux fait donc d'une pierre deux coups: elle permet au ministre de la colonisation d'effectuer les capitaux disponibles à des entreprises plutôt provinciales que locales; il met les colons eux-mêmes en posture de s'occuper de leurs propres affaires. Or, le fameux *Mind your own business* que le right honourable Joseph Chamberlain lançait un jour à la face de nos hommes d'Etat canadiens peut comporter une dose de polissonnerie qui nous permet de cuber l'urbanité du gentleman à qui nous devons la formule—mais, celle-ci n'en traduit pas moins un principe d'économie politique dont nous ferons bien de prendre note, d'abord